

PROGRAMME ASIE

**WANG HUNING :
L'ARCHITECTE DU « RÊVE CHINOIS »**

PAR THÉOPHILE SOURDILLE
ÉTUDIANT EN MASTER 2 (UCL)

DÉCEMBRE 2018

ASIA FOCUS #95

Zhonguo Meng» (中国梦). Que vous soyez ou non sinologue, l'expression ne vous a peut-être pas échappé et pour une bonne raison : il s'agit de l'ambitieux slogan retenu par Xi Jinping depuis son intronisation en 2013 pour incarner le projet qui marquera les cinq à dix années de sa mandature. Le choix du « Rêve chinois » n'est évidemment pas anodin, car il permet de légitimer le maintien de l'emprise du Parti sur le sort du pays tout en s'offrant le luxe d'un pied de nez à l'éternel rival américain, considéré aujourd'hui sur le déclin. Cette culture des slogans simples et imagés n'est du reste pas une nouveauté pour les bureaucrates de Pékin : Jiang Zemin avait déjà placé son règne sous le sceau des 'Trois Représentativités', et Hu Jintao sous celui de la 'Société Harmonieuse' afin de mobiliser l'opinion autour de leurs gouvernements respectifs. Si cette cohérence dans le choix des formules pourrait au premier abord être imputée à la rigide novlangue des mandarins du régime, la vérité est en réalité bien plus simple : les trois expressions sont le fruit d'un seul et même intellectuel que beaucoup considèrent comme l'éminence grise du Politburo. Inconnu ou presque en Occident, le personnage se nomme Wang Huning et il influençait déjà les politiques du Parti dans les années 90 alors que Xi Jinping ou Bo Xilai en étaient encore à faire leurs classes à l'échelle vice-provinciale.

Né dans la province du Shandong, à l'instar de Confucius, Wang partage aussi d'une certaine façon son statut de 'roi sans couronne' (没有皇冠的国王, méi yǒu huáng guān de guó wáng) : introduit en politique par Jiang Zemin alors qu'il atteint tout juste la quarantaine, on le surnommera très vite le 'Prince du Zhongnanhai', l'actuel siège du gouvernement que l'on compare souvent à la Cité interdite en raison des incessantes intrigues qui y ont cours. Il faut dire que ce titre 'princier' est à peine exagéré quand on analyse l'indiscutable cohérence entre les écrits de Wang et les discours mis en avant depuis par Pékin. Le fait qu'il soit devenu depuis 2017 le N°5 du Parti ne fait ainsi que confirmer la réussite d'une carrière qui sous bien des aspects était déjà extraordinaire. La tradition socialiste aurait pourtant souhaité que l'on réserve un poste du Comité permanent à des purs produits politiques du régime ayant déjà exercé des activités administratives, le plus souvent sur un mode pyramidal en commençant par un simple comté puis par une province.

En grillant ainsi la politesse aux cadres-vétérans qui convoitaient le fauteuil, Wang Huning démontre cependant qu'une période de réels changements s'est opérée au niveau des structures même de l'État chinois, désormais plus à même de faire appel à sa société académique pour remplir les rangs de la haute-administration. Cette attraction nouvelle pour les lumières du monde universitaire prouve en soi que la Chine, au-delà de la rhétorique, cherche à se forger un modèle capable de rayonner à l'extérieur, mais aussi (et surtout diront certains) à stabiliser l'intérieur. Car si les bénéfices économiques sont toujours bien palpables, le gouvernement de Pékin n'ignore pas qu'ils sont aussi le cache-misère d'une réalité sociale parfois explosive, dont la corruption, les inégalités, la surpollution et la fuite des cerveaux ne sont que les symptômes les plus apparents. La méfiance envers l'étranger, toujours suspecté d'ingérence, n'est pas moins vive et la chute de l'URSS sous pression américaine reste un spectre qui hante l'esprit de nombreux cadres du Parti. On le devine donc, la réussite du 'rêve chinois' dessiné par Wang est un objectif quasi existentiel pour l'administration Xi si elle souhaite survivre à la modernisation du pays tout en laissant derrière elle des fondations solides pour affronter ce siècle. Comme nous allons le voir, cette question a été au centre des travaux du 'nouveau Confucius' et explique pour beaucoup son ascension dans les hautes-sphères de la République populaire. Cette ébauche d'historiographie vise ainsi à attirer l'attention sur un personnage qui a jusqu'ici suscité étonnamment peu de littérature occidentale, notamment en France.

LE « MANDARIN ROUGE » PAR EXCELLENCE

Wang Huning n'est pas comme Xi Jinping un de ces 'Princes rouges' descendant des compagnons de route du camarade Mao. Rien dans son parcours n'indique qu'il aurait bénéficié de quelconques 'passe-droits' dûs spécifiquement à sa naissance. Repéré très tôt dans son parcours universitaire, il est en vérité le fruit d'un système méritocratique élaboré qui fait depuis des millénaires la fierté de la Chine et qui va permettre au talentueux professeur d'obtenir l'oreille des puissants avant même d'atteindre la quarantaine.

Un génie très discret

Il y a peu de doutes à se faire quand il s'agit de considérer la personnalité de M. Wang, : le personnage porte sur lui toutes les marques de l'introverti. Mal à l'aise devant les médias (1), apparemment malchanceux dans sa vie de couple (trois mariages) et souvent taciturne en public, ce ne sont évidemment pas ses talents de séducteur qui lui ont permis d'attirer l'attention des puissants. À sa manière il sait pourtant 'séduire' ses interlocuteurs : par sa constance son sérieux, mais aussi, et surtout parce qu'il est doté d'une capacité d'analyse hors du commun. Sans peine aucune, même après une complète journée de travail, il n'hésite pas à mener, et presque pour le plaisir, des réflexions convoquant le droit, la macro-économie et les sciences du management comme s'il s'agissait d'une simple gymnastique intellectuelle. On le devine, Wang est particulièrement à l'aise dans le monde des idées, et si cet univers lui est si familier; c'est probablement parce qu'il y a baigné dès le plus jeune âge.

Né en 1955, il sera rapidement coupé du monde alors que des problèmes de santé vont lui imposer une vie casanière durant son adolescence. A l'extérieur, la Révolution culturelle a beau battre son plein, le jeune homme en sera visiblement épargné, même s'il n'en garde clairement pas un bon souvenir. Tout semble indiquer qu'il a alors développé un attrait pour la littérature étrangère, puisqu'on lui recommande d'entrer à l'Université Normale de Shanghai, spécialisée dans l'enseignement des arts libéraux, ce qu'il fait en 1974 en tant qu'étudiant de français. Cet attrait initial évolue rapidement vers les sciences politiques où il sait se faire remarquer.

« En 1978, Wang est parmi les premiers candidats à passer le nouveau concours d'entrée, qu'il réussit haut la main. Il le réussira d'ailleurs si bien qu'il sera directement accepté dans le prestigieux Master de Politiques internationales à l'Université de Fudan, [la meilleure du pays dans le domaine, NDA] bien qu'il ne détienne pas d'équivalence. Sous la supervision du professeur Chen Qiren, spécialiste établi des théories de Marx, Wang y soutiendra une thèse retraçant le développement conceptuel de la souveraineté : 'De Bodin à Maritain : des théories sur la souveraineté développées par la bourgeoisie occidentale' ». (2)

Son premier livre : «Guojia Zhuquan» ('Souveraineté nationale', publié en 1987) empruntera pour beaucoup à cette thèse. Il y évoque notamment les origines de cette notion apparue en Chine au XIXe siècle après la traduction de l'Esprit des Lois de Montesquieu tout en y faisant la promotion des Cinq Principes de Coexistence Pacifique instaurés par Mao (4).

Sa connaissance du français (qu'il parle couramment) influence évidemment ses travaux politiques, la notion de souveraineté ayant logiquement été abordée à profusion par les auteurs de l'Hexagone depuis la Renaissance. Il maîtrise ainsi la plupart des auteurs des Lumières, surtout Tocqueville qu'il apprécie tout particulièrement et dont l'analyse des systèmes démocratiques jouera comme nous le verrons un rôle fondamental dans le développement de sa propre pensée. Comme l'indique déjà le titre de sa thèse cependant, sa connaissance d'une culture étrangère 'bourgeoise' n'est pas dénuée de scepticisme, même si l'on devine que le vocabulaire est aussi imposé par les canons de l'université maoïste, qui est alors en train de s'ouvrir timidement aux références étrangères.

Wang poursuit sur sa lancée en devenant à seulement 26 ans le plus jeune professeur de droit de la faculté. Il entre au parti trois ans plus tard en 1984, bien qu'il conserve alors un scepticisme très marqué sur les bienfaits de la période Mao... il va même jusqu'à en critiquer l'héritage politique, particulièrement sur l'absence de séparations des pouvoirs en République Populaire de Chine.

«À l'automne 2012, prenant exemple sur Qiao Shi, sorti de son silence sur le même sujet, il a fait republier un de ses essais écrit en 1986, dans lequel il disait à peu près la même chose que l'ancien n°2 des années 1990 : « la réunion dans une même institution des organes de sécurité publique, des avocats généraux et des tribunaux est à l'origine des principaux dérapages de vandalisme, de violations des droits de l'homme et des tortures durant la révolution culturelle, qui ne pouvait se propager que dans un pays dont le système judiciaire n'était pas indépendant» (3)

On a alors affaire somme toute à un produit de son époque, la Chine des années 80 bouillonne jusqu'aux premières manifestations étudiantes de 1987 puis deux ans plus

tard à l'événement explosif de Tian Anmen. D'une certaine manière, le Parti avait ouvert la boîte de Pandore en dénonçant dès 1981 la politique menée par Mao durant la Révolution culturelle. Le jeune Huning, loin d'être un activiste antisystème, fait alors partie de ces nombreux cadres et intellectuels favorables à une introspection du régime, notamment sur les errements de la révolution culturelle, qu'il qualifiait dans le passé de 'catastrophe'. Elle marque aussi comme l'évoque la citation un attachement relatif à la pensée de Qiao Shi, qui dirige les services secrets depuis 1985 et qui est partisan d'une approche douce vis-à-vis des dits mouvements étudiants.

L'approche critique du Professeur ne l'empêche donc en rien de continuer de se faire remarquer, et toujours en bien. Il emmènera ainsi l'équipe de Fudan à la victoire dans plusieurs débats télévisés visionnés par des millions de spectateurs durant le tournant des années 80/90 (2bis). Plus qu'un simple théséux de Shanghai, Wang est désormais une personnalité publique, même s'il mettra encore quelques années à accepter pleinement le rôle.

L'enfant de Jiang Zemin

Ancien n°1 du Parti communiste chinois de 1993 à 2003, et de fait aux commandes dès 1989, Jiang Zemin est incontournable pour comprendre nombre des politiques menées aujourd'hui par la RPC. Les fameuses «nouvelles routes de la soie», annoncées nous dit-on par Xi Jinping en 2013 sont déjà le fruit de son imagination, idem pour l'Organisation de Coopération de Shanghai dont il a jeté les bases en 1995. Dans le cas de Wang Huning, il joue là encore un rôle absolument déterminant en réussissant à convaincre le Professeur de franchir le Rubicon et d'entrer pour de bon en politique. Jiang avait alors en effet de très bonnes raisons de promouvoir des cautions académiques afin d'insuffler des changements qu'il considérait essentiels à l'appareil d'état :

Il faut dire que le PCC est alors en train de vivre une crise de légitimité majeure alors que l'URSS est en plein éclatement et que les échos de Tian'anmen se laissent toujours entendre. Si l'on sait qu'il n'a pas rencontré Wang en personne avant 1993, l'on est néanmoins certain que Jiang Zemin a entendu parler de lui bien avant et qu'il a prêté une

oreille plus qu'attentive à ses théories, notamment via le biais de Zeng Qinghong, autre personnalité politique de Shanghai qui a beaucoup contribué à la mise en place du 'système Jiang' au sein du Parti. Si le professeur Wang intéresse autant, c'est parce qu'il commence justement à adopter vers la fin des années 80 une approche critique de la démocratie qui fait mouche auprès de ces cadres du régime en quête de renouvellement.

Il publie ainsi en 1988 un article baptisé « Analyse des moyens de gouvernance durant le processus de modernisation » où il argumente qu'un modèle politique centralisé reste préférable dans le cas chinois, car il permettrait à l'État d'être « *hautement efficace dans la distribution des ressources sociales* » ainsi que dans la promotion d'une « *rapide croissance économique* ». Un tel système pourrait aussi d'après lui permettre de réagir rapidement à des situations imprévues et « *déstabilisantes* » (pensez Tian Anmen) tout en prévenant « *d'inutiles conflits d'idées* ». A l'inverse le processus démocratique, qui équivaldrait en Chine à une large décentralisation, est perçu comme trop risqué dans une période aussi sensible politiquement. Prenant l'exemple du Cameroun, de Singapour, de la Corée du Sud et de la France du Général de Gaulle, Wang conclut qu'il y a « *plus de cas où la réussite politique repose sur un modèle de modernisation centralisé* ». Il met par ailleurs en avant le principe de responsabilité de l'État, qui devra rester vigilant dans de nombreux domaines durant tout le processus, car « *la difficulté de la mise en place de ces politiques sera sans précédent* » (6). Le principal défaut de ce modèle centralisateur reste cependant la tentation technocratique, un fait bien avéré en Chine où la langue de bois parvient à rendre assommant n'importe quel discours officiel. Le spectre de la corruption est aussi un désavantage évident dans un tel contexte.

En dépit des risques que comporte donc ce modèle centraliste, on ne peut s'empêcher de remarquer la préférence du jeune Wang qui démonte déjà les principes même du Consensus de Washington, principes qui font du processus de libéralisation une étape incontournable de la modernisation et de la croissance. Cette théorie ne va faire que se renforcer alors qu'il remporte en 1988 une bourse pour aller étudier aux États-Unis. En vérité ce sont les États-Unis en tant que tels qu'il part étudier alors qu'il visite une trentaine de villes et une vingtaine d'universités en une seule année. Il s'y penche en particulier sur la question de l'individualisme américain en reprenant l'argumentaire

d'un célèbre ouvrage de l'époque (" *The Closing of the American Mind* "d'Alan Bloom) selon lequel la diffusion de valeurs relativistes dans le système universitaire depuis les années 70 serait lourde de conséquences pour les générations futures, notamment en termes d'identité et de cohésion sociale.

Les récentes évolutions du monde américain, où les principes contre-culturels de la *beat generation* ont déjà bien infusé dans le monde académique, politique et économique, laissent donc craindre pour Wang un développement de l'individualisme qui serait préjudiciable à un pays en pleine transformation. Sous bien des aspects, il semble que ce voyage, loin d'en avoir fait un amoureux du libéralisme politique, a achevé de cimenter ses convictions. Il revient en Chine, convaincu de la solidité de ses théories et en tirera l'année suivante un de ses ouvrages majeurs « *l'Amérique contre l'Amérique* » que l'on peut considérer comme l'une des critiques les plus actuelles de nos systèmes démocratiques.

C'est ainsi que commencent à se développer les principes de ce qu'on a baptisé en Occident le 'néo-autoritarisme' (une appellation que l'intéressé réfute), même s'il maintient initialement que cette doctrine pourrait représenter une simple phase transitoire vers un modèle démocratique (le terme étant à prendre ici avec des pincettes). Wang donne ainsi clairement la priorité au modèle centraliste, au nom de l'efficacité et du besoin essentiel de stabilité dans un état multiculturel aussi vaste que la Chine. Loin d'être un conservateur obtus, il comprend néanmoins le besoin pour l'autorité de s'ancrer dans une forme de légitimité. Le Parti doit ainsi se régénérer autour de valeurs clés, notamment dans la gestion des organes internes :

« Pour diriger un département, quatre éléments sont nécessaires : le talent, la théorie (autrement dit la méthodologie), le sens de la gestion, et enfin la cohésion. Assurez-vous que ces quatre éléments soient réunis et vous ferez toujours du bon travail. » (7)

Les expressions "démocratie" et "démocratisation" peuplent de fait ses travaux, mais ne sont pas à comprendre dans le sens libéral (autrement dit occidental) du terme, le propos de Wang est ici davantage de garantir le 'pouvoir du peuple' par l'écoute de ses

attentes, notamment en termes de représentativité (autre terme populaire chez lui) et d'exemplarité de l'État à tous ses échelons.

Pour l'autoritaire Jiang Zemin, partisan de la répression militaire contre le mouvement de Tian'anmen, ce jeune académicien tombe du ciel comme une bénédiction alors que la Chine est politiquement au pied du mur et qu'une nouvelle session de réformes s'impose après les Quatre Modernisations de Deng Xiaoping. Longtemps frileux à l'idée de rejoindre le panier de crabes qu'est la politique chinoise, Wang décidera finalement de 'faire son entrée' après la parution d'un dernier ouvrage en 1995 (« *La vie politique* »). Il se retrouve immédiatement chargé de la direction du Bureau de Recherches des politiques centrales, think tank le plus influent de la République populaire, et bénéficie désormais d'une ligne de communication directe avec le Secrétariat général du Parti. Commence alors une carrière politique toujours en cours, et qui va sérieusement influencer sur l'image que la Chine va désormais essayer de renvoyer d'elle-même.

Des 'Trois représentativités' (San Ge Daibiao) au 'Rêve chinois' (Zhonguo Meng)

L'arrivée au Zhongnanhai d'un universitaire comme Wang Huning est alors loin de satisfaire tout le monde. Jiang Zemin, à la tête du pays depuis seulement deux ans, s'appuie tant bien que mal sur sa propre faction pour promouvoir l'ouverture du Parti aux forces actives de la société. Ce mouvement de réformes compte cependant son lot d'opposants, et non des moindres, puisque Deng Xiaoping lui-même met en garde contre une ouverture qui risque de frustrer les vieux cadres. Pour imposer ses vues, Jiang tente de promouvoir, le plus souvent avec succès, une batterie de nouvelles têtes qui occupent depuis les plus hautes fonctions. C'est le cas de Wang Qishan (Vice-Président de la RPC) de Zhao Leji (N°1 de la lutte anti-corruption), mais aussi bien sûr de Xi Jinping et de Bo Xilai qui vont monter en grade à partir de la fin des années 1990. Il est cependant nécessaire pour Jiang de légitimer ce mouvement auprès de l'opinion, et c'est là que Wang Huning intervient en aidant au développement de la théorie des 'Trois Représentativités' qui deviendra la clé de voûte des discours officiels à partir de 2000. Concrètement il s'agit ici de renforcer la légitimité du Parti en garantissant la représentation des forces économiques (chefs d'entreprise), des forces culturelles

(monde académique et artistique), et des *'intérêts fondamentaux de la grande majorité du peuple de Chine'* (un moyen de réaffirmer le centralisme culturel, mais aussi d'inclure le reste de la société civile). La théorie a évidemment un intérêt politique puisqu'elle permet de renvoyer l'image d'un Parti qui se désenclave pour 'retourner au peuple' tandis que sur un plan plus 'politicien' elle justifie aussi la promotion de nouveaux cadres qui seront évidemment loyaux envers Jiang. Deng Xiaoping réussira au mieux à freiner cette montée en puissance en facilitant l'ascension de Hu Jintao, même si ce dernier ne parviendra pas à empêcher un an avant sa prise de pouvoir l'inscription des Trois Représentativités dans la Constitution.

Et pour cause, l'ouverture du Parti est un alors un fait acquis. Il est ainsi intéressant de voir qu'en dépit de la relative disgrâce de Jiang, Wang Huning survivra on ne peut mieux à cette nouvelle transition. Mieux que d'y survivre, il deviendra encore une fois le conseiller du Prince en formulant cette fois-ci deux théories-slogans pour le nouveau dirigeant. La première baptisée «Perspective scientifique du développement» est en réalité le penchant technique de la seconde, destinée au grand public : la fameuse « Société harmonieuse ». Cette expression confucéenne n'est pas un hasard, comme l'antique philosophe, Wang partage l'idée que le développement éthique est essentiel au développement politique, et ce principe se retrouve alors partout dans les slogans adoptés par le pouvoir central. On parle alors «d'humanisme» de «redistribution sociale», et de «développement durable», autant de concepts moraux positifs qui ont le double avantage de promouvoir le bien-fondé des politiques chinoises à l'intérieur comme à l'étranger.

Si l'influence de Wang reste donc notable, elle est toutefois limitée, car sa doctrine ne peut pas s'exprimer librement tant que les vieilles structures maoïstes, souvent déconnectées, corrompues et ignorées par une part croissante de la population, persisteront à saper l'autorité de l'État. Fort heureusement pour lui, Wang est du bon côté de l'Histoire : la période Hu Jintao / Wen Jiabao ne parvient pas en effet à enrayer l'ascension d'un autre 'enfant' de Jiang Zemin, lui aussi bien déterminé à transformer le Parti pour le sauver de lui-même.

NÉO AUTORITARISME (新). UNE DOCTRINE POUR AFFRONTER LE 21^E SIÈCLE

Le premier 'couronnement' de Xi Jinping fin 2012 confirme logiquement l'ascension de Wang : il intègre à cette même date le Bureau politique, ce qui en fait l'un des 25 membres les plus éminents du Parti ainsi que le premier universitaire à accéder à une telle fonction. Très vite les deux hommes semblent inséparables et sont photographiés ensemble à de multiples reprises lors de déplacements officiels, notamment à l'étranger. Une évidente marque de confiance qui va désormais permettre à Wang d'appliquer sans entraves ou presque sa théorie centraliste, résumée cette fois-ci sous le slogan du «Rêve chinois».

Contrôler le roman national

On ne peut commencer à comprendre la pensée de Wang sans s'intéresser à la notion de souveraineté, qui comme nous l'avons vu a émergé très vite durant sa vie étudiante. Le fait qu'il retienne des théoriciens comme Jean Bodin (que l'on qualifierait aujourd'hui de 'réaliste') démontre l'importance qu'il accorde au pragmatisme au détriment de l'idéalisme : on gouverne au nom de l'efficacité, et non d'une utopie. Pour lui l'Occident a pu devenir une force dominante, car il a su apprendre à exercer 'un réel pouvoir administratif sur un territoire donné sans subir l'effet de pressions extérieures ou de subversions internes (définition même de la souveraineté chez Bodin). Cependant, selon Wang l'Occident est retombé dans l'idéalisme au fur et à mesure qu'il devenait une force coloniale et globalisatrice, 'trahissant' ainsi le contrat social établi depuis l'époque westphalienne (8). L'un des aspects les plus dangereux de cet idéalisme est représenté notamment parce que le régime dénomme le 'nihilisme historique', autrement dit le processus qui consiste à revisiter, souvent de manière critique, le roman national d'un pays donné pour favoriser une évolution des structures politiques. Or pour Wang le sentiment de partager des racines communes prime et reste essentiel au bon fonctionnement de n'importe quel ordre social :

« Les récents développements internationaux nous ont aussi appris qu'une société se devait d'avoir un système politique efficace pour assurer une stabilité de long-

terme. Cependant, un tel système doit aussi prendre en compte le contexte national et doit s'enraciner dans le 'sol profond' de sa société. Après la désintégration de l'URSS et de plusieurs de ses satellites, l'adoption par ces pays du modèle occidental n'a pas abouti à la formation d'un système politique efficace, ce qui a eu des conséquences désastreuses en affectant grandement le progrès social et la stabilité»(9).

Ces observations théoriques, qui datent de 1995, n'auraient qu'une valeur purement académique si elles ne se retrouvaient pas aujourd'hui dans de nombreux discours de Xi Jinping, qui martèle dès qu'il en a l'occasion le besoin pour la Chine de s'enraciner dans son histoire tant ancienne que récente. Ainsi en janvier 2013 lors d'un discours devant le Comité central :

« Pourquoi l'Union soviétique s'est-elle effondrée ? Pourquoi le Parti communiste de l'Union soviétique a-t-il perdu le pouvoir ? L'une des principales raisons, c'est que la lutte idéologique était intense, que l'histoire de l'URSS et du PCUS ont été totalement niées, que Lénine a été rejeté, tout comme Staline, que le nihilisme historique a fait son œuvre » (10)

Xi Jinping donne donc le la avec ce type de discours, mais aussi avec la promotion d'expressions toutes simples telles que 'l'histoire du Parti est un tout' ou encore 'les deux périodes qu'on ne peut pas nier' (lianggue buneng fouding) (11). Ce retour en grâce de l'ère Mao, dont le Parti s'est pourtant distancé dès 1978, cache un objectif plus large : celui de la remise en valeur de toute l'histoire chinoise, période impériale comprise afin de cimenter un récit officiel appelé à devenir le socle commun du rêve chinois : le peuple et le Parti, unis par une même vision du monde et d'eux-mêmes. S'il s'agit clairement ici d'une approche 'dure' qui peut détonner avec l'humanisme de Confucius, nous allons voir qu'elle n'est qu'une tactique s'imbriquant dans une stratégie plus globale de renforcement des pouvoirs centraux.

Réaffirmer le centralisme

Sans être l'avocat d'un dirigisme absolu à la soviétique, Wang n'en considère pas moins que l'orientation des différentes forces sociales (économiques, politiques, culturelles, militaires...) représente un élément incontournable du développement politique, un principe qui émergeait déjà dans ses écrits alors qu'il s'apprêtait à élaborer la doctrine des Trois Représentativités :

« S'il se doit de maintenir le contrôle nécessaire (afin d'assurer une transition systémique en douceur), le système politique ne doit à terme plus gérer les éléments. Sa fonction principale sera désormais de gérer le 'programme', autrement dit de se demander à travers quelles procédures les divers éléments parviendront à assurer les transactions de la manière la plus efficace et la plus juste qui soit. Toutes ces transactions doivent être orientées vers une seule et même direction : la promotion du développement social. » (11)

Si l'on se gardera d'employer l'expression de « totalitarisme » on note bien qu'en dépit d'un contrôle indirect du 'programme' (que l'on peut interpréter ici par le cadre légal, méthodologique et idéologique) plutôt que des personnes, la méthode Wang adopte une approche intégrale en affirmant que l'État doit idéalement dicter la marche de l'ensemble de la société vers un objectif commun.

On l'a vu cette approche nécessitait déjà un verrouillage de l'histoire officielle sur le plan culturel, mais elle a aussi des conséquences très nettes au niveau économique. Ainsi vers la fin des années 2000 (alors que l'influence de Hu Jintao décline déjà) un débat a émergé autour du « guojin mintui », expression que l'on pourrait traduire par « l'État avance, le privé recule ». De fait une vague de nationalisation portant principalement sur les secteurs stratégiques (transports, ressources métalliques, télécommunications...) s'était alors opérée, laissant craindre à la branche la plus 'libérale' du Parti un retour du dirigisme, d'autant plus que ces entreprises publiques apparaissaient comme intouchables en dépit de leurs mauvaises pratiques (13). Si le très discret Wang Huning se gardera visiblement d'intervenir dans le débat, des économistes proches de ses idées centralistes comme Liu Guoguang monteront au créneau pour affirmer que contrairement aux idées reçues, les entreprises nationalisées ne sont pas moins efficaces

que leurs consœurs du privé, particulièrement d'un point de vue étatique de long-terme :

«L'économie propriété d'État peut mieux favoriser la croissance économique et assurer la sécurité de l'emploi de même que le bien-être social. Les problèmes de la stimulation et des contraintes budgétaires peuvent être résolus dans l'économie propriété d'État, tout aussi bien que dans l'économie privée. La baisse de rentabilité des entreprises appartenant à l'État dû aux coûts élevés qu'elles ont endossés dans le processus de la réforme sociale est temporaire et peut être inversée par une politique » (14).

Au-delà de la validité ou non de tels arguments, il est fort intéressant de voir qu'une bonne partie de la société académique, et derrière elle le pouvoir central, devenait déjà de plus en plus décomplexée vis-à-vis du contrôle exercé sur la société chinoise. Il s'agit moins désormais d'un embarrassant héritage du maoïsme que d'un objectif à atteindre pour promouvoir des idéaux de bien-être et de bonne gouvernance. Deux exemples bien plus récents, les nationalisations des super-conglomérats financiers Anbang (15) et Fosun (respectivement en 2018 et 2017) suite à la traduction en justice de leurs dirigeants accusés de «crimes économiques». De fait la fièvre de l'investissement qui caractérisait ces entreprises "too big to fail" les incitait à adopter des pratiques financières de plus en plus risquées qui laissaient craindre pour la Chine les conséquences que l'on sait après la chute de Lehman Brothers en 2008. Les dirigeants incriminés avaient beau compter parmi le nec plus ultra de la haute société chinoise, leurs connexions avec le monde politique n'ont pu en rien les protéger. Une intransigeance que l'on peut de nouveau interpréter comme la marque de fabrique de Wang Huning, d'après qui la raison d'État se doit de primer sur tout le reste, tout comme 'Dieu prime sur les hommes' (une idée là encore empruntée à Jean Bodin). En échange de cette autorité retrouvée, la République populaire doit toutefois renvoyer une image irréprochable pour ne pas apparaître tyrannique.

Garantir l'exemplarité

Le fait que l'Empire du Milieu doive une bonne partie de sa stabilité politique aux fruits de la croissance économique n'est en effet ignoré par personne ou presque à Pékin. C'est notamment de ce constat que part la politique anti-corruption débutée par Xi Jinping dès 2013, et l'on n'exagère pas en affirmant qu'il s'agit là d'une question de vie ou de mort pour le Parti dans l'esprit de l'actuel dirigeant. Une inquiétude partagée par Wang depuis ses années universitaires comme le démontre un article publié en 1990 : «Anti-corruption : l'expérience chinoise». En mandarin l'équivalent du mot corruption (腐败, Fu Bai), englobe la sphère tant privée que publique. Wang dénonce ainsi des actes illégaux, mais aussi parfois simplement des traits de caractère immoraux (égoïsme, avarice, hédonisme, bureaucratisme, recherche de privilèges, voire tout simplement corruption morale...). On ne s'attend pas ainsi seulement à voir les cadres respecter la loi, mais aussi à se comporter en toute heure et en tout lieu de façon exemplaire afin d'inspirer le respect du peuple. Wang propose de nouveau de combattre le phénomène par l'emploi de méthodes centralistes : renforcement du contrôle systémique, transparence dans l'exercice du pouvoir et de ses privilèges, supervision sociale et standardisation des règles comportementales pour tous les cadres. Se référant de nouveau à Confucius, il en appelle aussi au développement de l'éducation morale pour l'ensemble de la société, avec une attention toute particulière réservée aux cadres, qui se doivent « d'internaliser » une telle éthique. Le texte, même pour l'époque, n'a encore une fois rien d'un brulot : le sujet est tout sauf tabou et même la presse officielle du Parti convoque régulièrement cette problématique dans ses pages depuis (au moins) les événements de Tian'anmen (16), preuve là encore de l'angoisse existentielle que suscite le sujet.

Cette approche intégrale de la "méthode Wang" se retrouve dans l'actuelle campagne anti-corruption, qui s'étend comme on l'a vu aux chefs d'entreprises, mais aussi aux fameux "bu er dai" (Riches de deuxième génération) qui n'occupent pas forcément de positions au sein du Parti. Il faut dire que le sentiment d'impunité qui caractérise certains d'entre eux, comme cette femme écrasant une fillette de 5 ans avant de sortir pour crier que le Parti 'tuera' ceux qui osent bloquer sa voiture (17), révolte à juste titre

le Chinois du quotidien qui est entre-temps prié de croire au discours égalitariste du régime.

Cette 'mise au pas' des forces intermédiaires peut aussi se faire sur le plan idéologique afin de se défendre contre les méfaits du fameux 'nihilisme historique', une nouvelle donne qui s'applique aux étrangers (Peter Dahlin, journaliste britannique), aux entrepreneurs (Xue Manzi) et aux présentateurs vedettes (Bi Fujian) tous coupables d'avoir soit défendu des causes démocratiques d'inspiration occidentale ou d'avoir remis en cause la narration historique désormais placardée par le régime (18). Le secteur politique n'est pas oublié, comme l'a démontré cette visite de Xi Jinping dès 2013 dans la province du Hebei où l'on a pu assister à une mise en scène du repentir de petits officiels locaux avouant avoir dévié de l'esprit du Parti (18 bis) ou encore la production de documentaires dont le visionnage est rendu obligatoire par tous les fonctionnaires représentant ledit Parti (19).

En miroir de ces mauvaises graines, est aussi promue une nouvelle vague de 'héros' maoïstes que l'on va dépoussiérer pour l'occasion. On vante ainsi 'l'esprit de Lei Feng' (un membre dévoué de l'Armée populaire encensé par la propagande après sa mort) ou celui de Jiao Yulu (un cadre zélé qui continuera d'administrer son comté malgré un cancer du foie) et l'on tente même d'aller leur trouver des équivalents contemporains capables d'inspirer le plus grand nombre :

*« Ainsi le 26 octobre 2016, à l'occasion des quatre-vingt-quinze ans du Parti l'on diffuse à une heure de grande audience l'émission **Bangyang** ('modèle' en chinois). Sur le plateau défilent à cette occasion des modèles exemplaires du Parti [...] : une institutrice de campagne, des marins, des cadres locaux, un ouvrier, une policière, un scientifique [...]. On verse des larmes : celles d'une maîtresse d'école qui a sacrifié sa vie de famille pour aller enseigner dans une région montagneuse défavorisée et à qui sa fille lance devant la caméra : «Maman tu es une bonne maîtresse, mais pas une bonne mère». Celles d'une policière [qui détestait] l'emploi de son père [car il] n'avait guère le temps de s'occuper d'elle, jusqu'à ce qu'après un grave accident elle se soit rendu compte du nombre de gens qui s'inquiétaient pour lui. Émue, elle a alors décidé [comme lui] de s'engager dans les forces de l'ordre. » (20)*

En ressort cette valeur centrale du régime, en accord avec la tradition chinoise, l'abnégation. Les intérêts personnels, aussi importants fussent-ils (confrontation à la mort, désirs familiaux...) ne doivent pas faire obstacle au devoir civique. Si elle peut paraître assez évidente à tout sinologue, cette notion a tout intérêt à être diffusée hors du cercle académique pour comprendre à quel point la Chine de Xi Jinping, et par extension celle de M. Wang s'éloigne du principe même de l'individualisation, phénomène que l'on pensait pourtant incontournable dans la modernisation culturelle d'un pays, quel que soit le poids de ses traditions.

Par la carotte de l'exemple et le bâton de la répression, les cerveaux du Politburo espèrent via ce retour en grâce des devoirs civiques, et donc de l'État, mettre au pas une administration qui reste encore trop souvent paralysée par l'entre soi et la corruption : les pires exemples seront repentis, limogés ou incarcérés, et le reste suivra pense-t-on. Une fois cet objectif atteint, les factions dissidentes et les Chinois 'pervertis par l'étranger' perdront de fait leur prise contre le régime. Le peuple 'contrôlera' les excès du Prince non par le multipartisme, mais par une charte de principes de bonne gouvernance faisant la synthèse des pensées traditionnelles, du maoïsme et de ce que l'on appelle encore, à notre grand étonnement d'occidental, le 'socialisme de marché à caractéristique chinoise' expression là encore issue de la collaboration Wang-Xi. Il s'agit là clairement d'une innovation par rapport au marxisme classique qui souhaitait faire 'table rase' du passé tandis que le socialisme à la chinoise embrasse des deux bras l'époque de la Chine Impériale. Un fait qui là encore marque la spécificité chinoise, spécificité qui ne nous arrange en rien lorsque nous devons, de l'autre côté du globe, essayer de décrypter sans caricatures les enjeux qui en découlent.

L'OCCIDENT AU DÉFI

L'homme malade de la mondialisation

« La formation du modèle politique chinois sera probablement un long processus. Néanmoins, précisément parce qu'il reste de nombreux domaines à explorer, les sciences politiques chinoises sont pleines de promesses. Sur la question [d'une

relation adéquate entre sociétés modernes et gouvernements], la science occidentale n'a pas su apporter de réponses, et j'ai bien peur qu'il soit difficile d'en apporter une...» (21)

Wang a beau avoir la politesse d'admettre que les défis qu'affronte l'Occident sont des plus complexes, ils n'en sont pas moins réels. Il est en effet toujours plus difficile d'ignorer ce sentiment de 'fatigue' qui est le nôtre au XXI^e siècle : le système électif, criblé par l'abstention, perd de sa légitimité, les standards du 'western way of life' reculent, et de nombreux États (dont la France) souffrent d'un sentiment d'identité de plus en plus difficile à définir. Une série de phénomènes qui influe sur la perte progressive de confiance de l'opinion dans ses représentants et qui a mécaniquement des effets sur la stabilité même de nos sociétés. Certains chercheurs alertent ainsi sur le retour du 'tribalisme' social (M. Maffesoli), des ségrégations territoriales (C. Guilly) et de la ghettoïsation dans des systèmes initialement fondés sur le partage de la citoyenneté. On peut voir là les symptômes d'une 'angoisse' généralisée dans les démocraties libérales, notamment sur le plan de la sécurité qui reste sous certains aspects un 'angle mort' de nos politiques (en dépit d'une profusion de 'discours sécuritaires' développés au moins depuis le 11 septembre)

Un fait qui interroge plus généralement sur ce que l'on pourrait appeler 'l'insécurité culturelle' face au risque de déracinement que cause la mondialisation, phénomène qui a poussé notamment en Europe au rejet des 'romans nationaux' traditionnels. Il s'agit d'une route que la Chine a refusé de prendre et tout semble démontrer qu'elle en tire les bénéfices aujourd'hui en termes de stabilité tant politique qu'économique. Si les problèmes subsistent (pollution, corruption, désamour du Parti par la frange la plus mondialisée des Chinois) et subsisteront probablement pour un bout de temps, le régime de Xi Jinping dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre politique qui reste plus que confortable, un fait qui a en soi le mérite de nous faire réfléchir.

Cette confirmation de la montée en puissance chinoise laisse ainsi penser que l'intuition critique de Wang Huning sur les écarts de la philosophie des Lumières, philosophie qui a d'après lui détourné l'esprit de l'État-nation, pourrait être sinon juste au moins digne d'intérêt. On pense notamment à la reconsidération de certains 'acquis' de nos sciences

politiques, en particulier ceux de l'école de Chicago et du Consensus de Washington que l'actualité continue de contredire chaque jour un peu plus. Partant de là, il nous semble aussi nécessaire de se demander quels sont les moyens de ressouder nos propres sociétés au XXI^e siècle, car derrière cette série de questions se pose directement celle du leadership culturel et politique des prochaines décennies.

Autoritarisme contre démocratie libérale : un nouveau champ de bataille pour le XXI^e siècle

Alors que l'universalisme des Droits de l'Homme semble en berne, les sociétés modernes tendent à démontrer dans la séquence qui est la nôtre un plus grand désir pour la stabilité, l'ordre et la prospérité partagée. Les récentes évolutions de démocraties non occidentales que ce soit en Russie, en Hongrie, au Brésil ou encore aux Philippines semblent en effet confirmer cette tentation étatiste, et il s'agit là certainement d'une victoire, ne serait-elle que symbolique, pour la pensée de Wang.

Il n'en reste pas moins que les Occidentaux ont (peut-être) encore des principes à défendre, notamment sur le devoir de l'État dans la défense des droits individuels, un concept moins culturellement chargé que celui des 'Droits de l'Homme', mais qui a clairement le bénéfice de marquer une différence avec le modèle centraliste chinois qui émerge depuis ces vingt dernières années. Car derrière la lutte idéologique et culturelle qui s'annonce, c'est aussi plus concrètement la défense de nos intérêts qui est en jeu. Les guerres commerciales et l'apparition de divers grands projets transnationaux (OBOR, Great Wall...) peuvent ainsi s'interpréter comme les manœuvres économiques d'une confrontation plus vaste entre le modèle autoritaire et les systèmes démocratiques, ces derniers ayant justement tendance à 'durcir' depuis peu leur discours pour réagir à cette montée en puissance du « socialisme de marché à caractéristiques chinoises ». C'est évidemment le cas de Trump et de son 'America First' que l'on peut sous cet angle considérer comme la première 'contre-attaque culturelle' du monde occidental face à ce nouveau challenger que représente le « Zhonguo meng ». Si la confrontation n'est pas *de facto* la meilleure approche face à cette nouvelle donne, il reste certainement plus que nécessaire de s'y adapter.

Deux modèles de civilisation, rien de moins, sont ainsi entrés en compétition, un fait qui aurait encore semblé totalement absurde vingt ans plus tôt alors que la chute de l'URSS laissait penser que l'on évoluerait bientôt vers une homogénéisation progressive des systèmes politiques au nom de la paix et d'une sécurité partagée. Le retour d'une nouvelle confrontation idéologique est néanmoins un fait acquis aujourd'hui, et tout laisse penser qu'elle n'aura pas l'aspect principalement militaire qu'elle a pu avoir durant la première moitié du siècle précédent, la dissuasion nucléaire prévenant toujours (pour l'instant) un conflit conventionnel entre grandes puissances. La gestion du cas nord-coréen, en dépit des initiales bravades de l'administration Trump, démontre ainsi à priori que la culture du compromis continue de primer dans ce type d'affaires, mais aussi qu'à l'instar de la Guerre froide, les outils du soft power, qu'ils soient économiques, politiques ou culturels, seront là encore les armes du vainqueur.

CONCLUSION

Si certains sont tentés de voir dans Wang une simple caution académique chargée de justifier a posteriori les politiques du régime, il nous semble bien difficile de partager ce constat. Ayant su se faire remarquer dès ses années étudiantes, le professeur a su se placer au-dessus des factions pour devenir le principal conseiller de trois dirigeants successifs, et sa récente exposition médiatique cache en réalité une influence indéniable depuis des années au sein du Zhongnanhai. Par sa séduisante promesse d'une Chine prospère emmenée par un gouvernement exemplaire et soutenu de son peuple, le 'Kissinger chinois' a su de fait gagner sa place parmi les décideurs de la RPC, quoique l'on en dise par ailleurs. De ce côté du globe, il n'en est que plus urgent de tirer les leçons de cette réussite, même si le «rêve chinois» porte évidemment en lui ses propres faiblesses. Tout d'abord son autoritarisme, justifiable dans la lutte anti-corruption, apparaît sous certains aspects comme extrêmement contraignant, notamment dans le contrôle resserré de l'internet, un fait que Wang cautionne là encore via le principe de «cyber-souveraineté» (22). La politique d'enlèvements du régime, que ce soit à l'encontre de milliardaires ou de personnalités internationales, envoie elle aussi à ce niveau des messages contradictoires. Que dire enfin de la politique de Pékin dans

l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins de contrôle politique, un fait qui pourrait bien transformer le «Rêve chinois» en cauchemar d'Orwell. Et pourtant, c'est sur un tout autre domaine, celui de la politique extérieure, que la pensée de Wang est aujourd'hui la plus décriée alors que l'on accuse l'idéologue d'avoir incité la propagande du Parti à surreprésenté sa puissance, et provoqué par là même l'actuel conflit commercial avec les États-Unis (23). Il aurait ainsi été absent de plusieurs réunions clés depuis le mois de juillet, et d'aucuns interprètent cette politique de la chaise vide comme un début de disgrâce qui pourrait bien signer la fin de sa carrière. S'il ne peut s'agir que d'un problème conjoncturel ou d'une sur-interprétation, les critiques contre la politique décomplexée du «Nouveau Confucius» sont bien attestées et semblent démontrer un début d'introspection des Chinois quant à leur politique de puissance.

Quoi que l'on en dise, et même si Wang était limogé demain, son influence sur le cours de son pays reste absolument spectaculaire, et l'on peut parier qu'elle fera tâche d'huile dans la réflexion politique chinoise des prochaines années. Or aucun de ses livres ne bénéficie ici d'une traduction formelle que ce soit en anglais ou en français, un fait qui marque là encore notre incroyable myopie dans notre tentative de compréhension d'une nation dont la réussite nous interpelle chaque jour un peu plus. On ne pourra pas non plus protester contre un élargissement de l'enseignement des sciences politiques chinoises en dehors du petit cercle des sinologues afin de mieux appréhender ce géant qui frappe à notre porte et que nous nous sommes trop longtemps plu à ignorer. ■

RÉFÉRENCES

- 1 « *Wang Huning cherche-t-il à sortir des projecteurs ?* » par Charlotte Gao, The Diplomat, 05/12/2017
- 2 « *Wang Huning, l'antidote chinois* » par Yi Wang, The Diplomat, 22/11/2017
- 3 « *Wang Huning, l'intellectuel éminence grise* » par François Danjou, Question-Chine, 07/11/2017
- 4 « *Le maître à penser derrière l'ascension de Xi Jinping* » par Yi Wang, Tribune Content Agency, 13/11/2017
- 5 « *Biographie de Wang Huning* » par Cheng Li et l'équipe de recherche du John L Thornton China Center (Brookings), Brookings.edu, 13/10/2017
- 6 « *Le conseiller de Xi Jinping est depuis longtemps l'avocat d'un État fort* » par Yufan Huang, Sinosphère (Blog du New York Times), 05/09/2015.
- 7 Extrait de « *La vie politique* » (traduction officieuse) par Wang Huning (1995) , chapitre 3
- 8 « *Chine : le conseiller de la couronne* » par Ryan Mitchell, Foreign Affairs, 04/12/2017.
- 9 Extrait de « *La vie politique* » (traduction officieuse) par Wang Huning (1995), chapitre 31.
- 10 Extrait de l'ouvrage « *Dans la tête de Xi Jinping* » par Patrick Bougon (2017), Solin/Actes Sud, chapitre 2.
- 11 Extrait de l'ouvrage « *Dans la tête de Xi Jinping* » par Patrick Bougon (2017), Solin/Actes Sud, chapitre 7.
- 12 Extrait de « *La vie politique* » (traduction officieuse) par Wang Huning (1995), chapitre 44.
- 13 « *Entreprises d'État chinoises : le retour des nationalisations* », auteur anonyme, The Economist, 12/11/2009

14 « *Le guojinmintui : nouvel épisode du débat en Chine sur l'opposition entre propriété privée et d'État* » par Fusheng Xie, An Li et Zhongjin Li, INEM, Études marxistes n°100.

15 « *Chine : l'ex-patron d'Anbang emprisonné, l'étau se resserre sur les conglomérats privés* » par AFP, Le Point, 10/05/2018

16 « *Les politiques de conceptualisation de la corruption dans une Chine de réformes* » par Yan Sun, dans "Crime Law and Social Change 35(3):245-270", Research-Gate, Avril 2011 (04/2011).

17 (Vidéo) : « *Chine : quand une gosse de riche vous jure que son papa va vous tuer* », Youtube, China Uncensored, 10/07/2013.

18 Extrait de l'ouvrage « *Dans la tête de Xi Jinping* » par Patrick Bougon (2017), Solin/Actes Sud, chapitre 6.

19 « *"Toujours à l'œuvre" : le documentaire au service de la lutte contre la corruption* » par Solange Cruveillé, Asia Focus n°74, mai 2018.

20 Extrait de l'ouvrage « *Dans la tête de Xi Jinping* » par Patrick Bougon (2017), Solin/Actes Sud, chapitre 6.

21 Extrait de « *La vie politique* » (traduction officieuse) par Wang Huning (1995), chapitre 31.

22 « *Chine : l'idéologue en chef du Parti en appelle à un contrôle resserré de l'Internet* » par Paul Mozur, New York Times, 03/12/2017.

23 « *Chine : Wang Huning, "l'idéologue" du Parti, tombé en disgrâce ?* » par Alex Payette, Asialyst, 08/09/2018.

ASIA FOCUS #95

WANG HUNING : L'ARCHITECTE DU "REVE CHINOIS"

Par Théophile SOURDILLE / ÉTUDIANT EN MASTER 2 (UCL)

DÉCEMBRE 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS
www.iris-france.org